

Et après...?

Et si je ne peux même pas m'acheter de quoi manger?

En même temps qu'il produit une société de consommation et un consumérisme effréné, le système économique actuel creuse des inégalités sociales de plus en plus marquées, au point d'éliminer une partie de la population de la course aux achats. Nombre d'habitant·es de nos quartiers, une fois payées leurs dépenses incompressibles – logement, santé –, se retrouvent en difficulté pour s'assurer une alimentation suffisante et adéquate. À Saint-Jean et aux Charmilles, on estime qu'environ 1500 personnes sont touchées par ce qu'on appelle la précarité alimentaire.

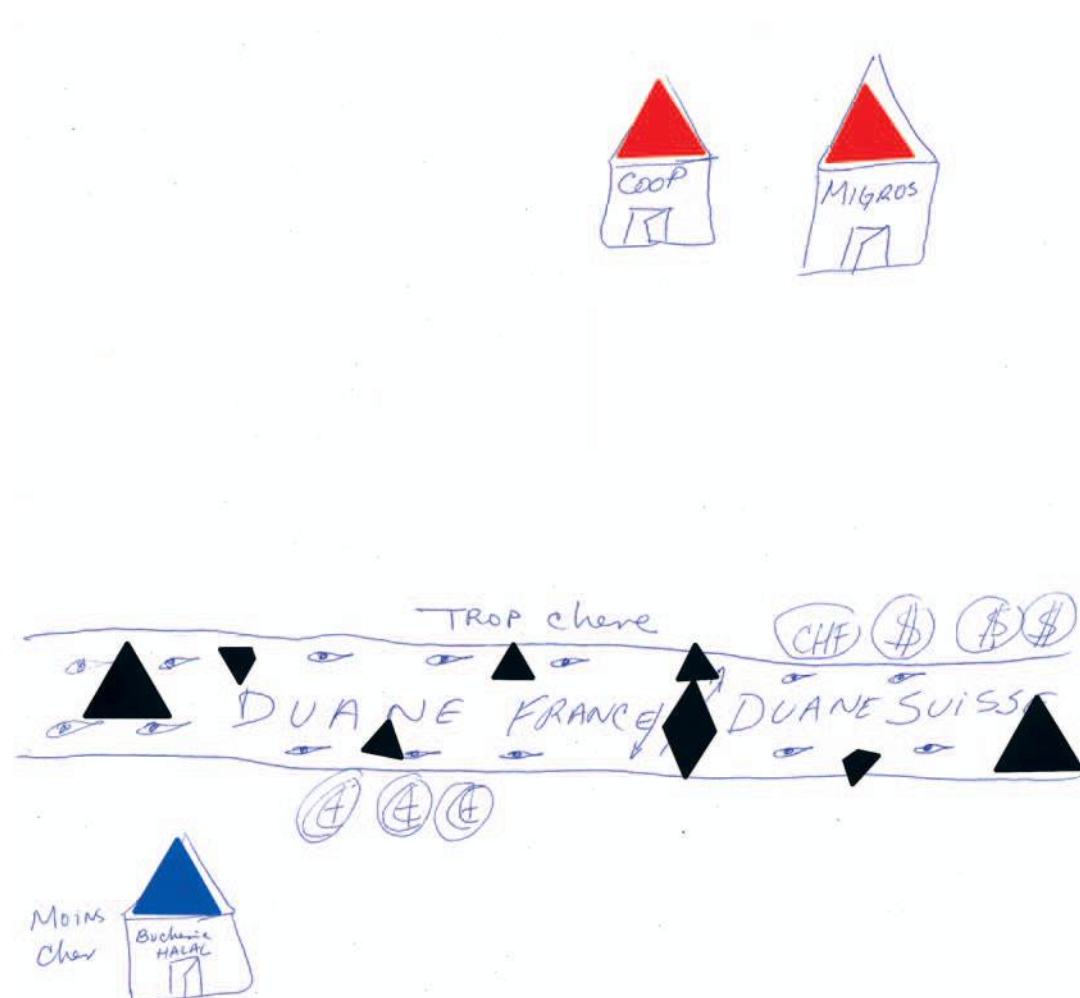
C'est ce que révèlent les constats des Colis du cœur installés dans l'ancienne poste des Charmilles où les bénéficiaires de l'aide sont regroupés par secteur postal: le secteur 1203 est largement le plus représenté. C'est dès lors sur les bénéficiaires de l'aide alimentaire provenant de cette partie de la ville qu'une recherche en cours concentre ses investigations. Trois Hautes écoles – HETS (travail social), HEdS (santé) et HEAD (art et design) – ont en effet uni leurs efforts afin de mieux cerner ce phénomène de précarité alimentaire. *In fine*, il s'agit d'accompagner l'émergence, à l'échelle cantonale, d'une politique publique ayant des moyens d'action plus adaptés que la simple distribution de nourriture. Cette recherche intitulée « Nouvelles solidarités alimentaires » est en cours (2024-2026)¹. **Trois membres de l'équipe – Lucia Bordone (HETS), Marc Breviglieri (HETS) et Mathilde Chénin (HEAD) – ont accueilli la rédaction de Quartier libre. Entretien.**

Dans quel contexte, votre recherche a-t-elle été lancée?

– C'est lors du Covid qu'on a vu concrètement, dans la rue, qu'il y avait une foule de gens qui avaient besoin à Genève d'une aide alimentaire, avec ces interminables queues pour accéder à la distribution aux Vernets. Ça a beaucoup frappé l'opinion publique; le Covid a rendu visible, concret, un phénomène souvent caché. Pour faire face à cette situation d'urgence, de multiples initiatives ont vu le jour, consistant pour l'essentiel à distribuer de la nourriture ou à verser des subsides.

Parallèlement, le problème est devenu politique et, le 18 juin 2023, par votation populaire, Genève a été le premier canton à inscrire le droit à l'alimentation dans sa Constitution, rendant nécessaire une profonde réflexion: à quoi peut ressembler une mise en œuvre du droit à l'alimentation? Peut-on prétendre réaliser ce droit par ces distributions de nourriture parfois ressenties comme dégradantes par les bénéficiaires qui doivent faire la queue dans la rue pour un cabas dont ils-elles ne peuvent pas choisir le contenu? Peut-on rester sans réaction devant l'augmentation du nombre de personnes ayant recours de façon durable à ces aides, conçues initialement pour être d'urgence, surchargeant ainsi les organismes distributeurs?

Le constat a été vite posé: ce n'est pas parce qu'on distribue de l'aide alimentaire – certes nécessaire pour palier à l'urgence – qu'on réalise le droit à l'alimentation. Il est dès lors nécessaire de mener des réflexions en profondeur sur le système dans son ensemble et notamment sur la diversité des processus individuels qui mènent à la précarité alimentaire. C'est à



Dessin Omeima Abdeslam

Parmi les outils utilisés lors des ateliers collectifs, les cartes mentales permettent à la personne d'évoquer ses habitudes alimentaires et de consommation. Cette carte, réalisée lors d'une Super-Soirée de l'Association des familles monoparentales, est entièrement tournée vers la représentation de la frontière, qui apparaît comme une zone critique en matière d'alimentation sur le territoire genevois, et plus particulièrement ici comme une zone de violence économique, sociale et culturelle. Nombreux sont en effet les récits de mères de famille se faisant descendre du tram par la police aux frontières parce qu'elles avaient dans leur cabas plus de viande que le quota autorisé.

cette condition que pourra être mise en place une politique publique plus large, qui prenne en charge toute la problématique.

Comment avez-vous procédé dans notre quartier pour mieux connaître cette population et ses besoins?

– L'idée était de constituer un groupe d'une trentaine de personnes qu'on allait suivre sur une année. On réalise des entretiens avec eux, des ateliers collectifs, et ils bénéficient, dans le cadre du projet, de certains montants complémentaires dédiés à l'alimentation, pour comprendre ce que ce surplus monétaire peut générer dans leur quotidien et leur manière de se nourrir. On a donc cherché des relais pour pouvoir entrer en contact avec des personnes qui pourraient mener à bien cette recherche à nos côtés. De fil en aiguille, nous avons tissé un réseau de plus de vingt associations qui œuvrent dans le quartier. Ces associations ne font pas forcément directement de l'aide alimentaire mais, pour mener à bien les actions sociales qui sont les leurs, elles ont recours à l'alimentation d'une manière ou d'une

autre. Aux côtés de l'association Adage qui distribue des colis tous les mercredis aux aîné·es, devant la paroisse de l'avenue Wendt, et de l'association AncrAges dont les cantines solidaires qu'elle propose à la MACO tous les jeudis midi permettent à des familles en situation de précarité de recevoir chaque mois un panier de légumes de l'Union maraîchère genevoise, on peut citer aussi la Société des associations italiennes de Genève qui organise des repas expressément pour ses membres du quartier ou l'association des familles monoparentales. Cela nous a permis d'entrer en contact avec des personnes qui passent à côté des radars des grandes associations et des institutions d'aide alimentaire. Mais surtout, cela nous a permis de dresser le constat que les associations développent dans le quartier une très riche politique de proximité, permettant de découvrir une gradation beaucoup plus fine de la précarité que celle qu'offrent les outils statistiques. Ceux-ci peuvent quantifier la précarité et éventuellement nous montrer où elle se trouve, mais ils passent sous silence un ensemble de facteurs

biographiques et relationnels qui sont déterminants dans le processus de précarisation et la dégradation du rapport à l'alimentation. Ce n'est qu'en se rapprochant des structures locales et des personnes concernées que ces éléments nous apparaissent clairement.

En l'état de vos recherches, avez-vous déjà travaillé sur quelques-uns de ces processus qui peuvent mener à la précarité?

– Oui, par exemple, un facteur comme la monoparentalité. Pour Alice², ça a commencé par une séparation qui a entraîné un processus d'endettement. Mais aussi une désorganisation domestique: Alice s'est mise à travailler davantage pour pouvoir payer son loyer, payer ses dettes, etc. Le soir, l'important est de faire à manger le plus rapidement possible et pas cher, et la famille ne mange bientôt que des pâtes. Petit à petit, des problèmes de santé apparaissent. De plus, comme Alice a moins de liens avec ses enfants, la communication avec eux s'est dégradée.

Les associations de terrain, comme l'association des familles monoparentales, identifient de nombreux cas semblables où des enfants sont en situation très difficile, de déscolarisation, etc. Face à de tels processus, une association de proximité peut mettre en place des supports adaptés: par exemple, pendant les vacances ou en dehors de l'horaire scolaire, des accueils pour des groupes d'enfants avec des ateliers, comme des ateliers de cuisine, et des repas où on les sensibilise à différents plats et où on essaie de leur faire retrouver le plaisir de manger.

En mettant à jour ces microprocessus, on est loin de la posture consistant à utiliser seulement des indicateurs quantitatifs qui conduisent à régler le problème par la seule attribution de nourriture ou de subsides. On entre dans des solutions bien plus systémiques.

Un autre facteur est déterminant dans l'apparition de la précarité alimentaire, c'est l'isolement. Grosso modo, il y a une propension à mal manger quand les personnes perdent leur conjoint·e. On voit donc que ce qui est important, c'est de tenir compte de la finesse de l'écosystème des personnes pour leur offrir des soutiens adaptés.

Propos recueillis par la rédaction

¹ La recherche est menée en collaboration avec trois partenaires du terrain: la fondation Colis du cœur, la banque alimentaire Partage et Caritas Genève. Elle est soutenue par la HES-SO Genève, la Fondation Leenaards et le Centre en philanthropie de l'UniGE. Voir le site cite.hesge.ch/projets/nsa

² Prénom d'emprunt.